L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI MATIN, 4 FEVRIER.

Un Commencement d'Action.

(Extrait de la *France*, du 15 janvier.)

Après le temps d'arrêt déterminé par la crise ministérielle, il semble qu'on éprouve le besoin de changer de place et de faire un pas en avant. Le cabinet va, évidemment, profiter de sa victoire pour obtenir de la majorité tout ce qu'il juge nécessaire au triomphe de sa politique.

La journée d'hier révèle un sérieux commencement d'action.

A l'Assemblée, la séance a été consacrée à la loi des maires. Un revenant de 1848, M. Louis Blanc, a gâté le développement de quelques idées justes par les banalités creuses de l'école à laquelle il appartient. La meilleure partie de son discours, comme discussion, est celle où il a rappelé les ardeurs décentralisatrices dont l'Assemblée se montrait pénétrée en 1871. Il est vrai que, si l'Assemblée se met aujourd'hui en contradiction avec elle-même sous ce rapport, M. Thiers et plusieurs de ses amis, M. Picard notamment, encouraient le même reproche en repoussant la nomination des maires par le pouvoir.—C'est ce que le marquis de Valfons s'est efforcé de démontrer. M. Christophle et M. Bamberger ont abondé dans le même sens après l'examen du projet de loi, le premier au point de vue de l'opposition, le second au point de vue gouvernemental. L'ingénieux et ardent sous-secrétaire d'État a réuni, dans une sorte de tableau, toutes les excentricités par lesquelles se sont signalées un certain nombre de maires choisis par les conseils municipaux. Mais ces excentricités sont inhérentes à toutes les époques révolutionnaires, et elles disparaîtraient peu à peu d'elles-mêmes à mesure que, par l'apaisement des esprits, le bon sens reprendrait son autorité naturelle.

La séance n'a, d'ailleurs, mis en relief aucun argument nouveau, elle n'a fait qu'accentuer le désir du gouvernement d'avoir la loi, qu'il présente comme une nécessité de la défense sociale, et les dispositions de la majorité à la lui accorder.

Dans la situation actuelle, quels que puissent être les incidents de la discussion, le dénoûment final en est prévu.

Aussi, le principal intérêt de la journée n'a pas été dans la séance de l'Assemblée, mais bien dans la réunion de la commission constitutionnelle, à laquelle assistait M. le duc de Broglie, et les déclarations qu'il a faites contiennent une partie du programme ministériel, et à ce point de vue, elles méritent de fixer l'attention.

M. le vice-président du conseil a soumis à la commission, au nom du gouvernement, de hâter ses travaux le plus possible. Il ne veut pas qu'on puisse élever des doutes sur les dispositions de la droite et du ministère en ce qui concerne l'organisation du pouvoir présidentiel. Ce pouvoir a besoin d'être entouré d'institutions, et le moment est venu de les fixer non plus seulement par des discours, mais par des actes, l'opinion publique a ces égard.

Ce point posé, M. de Broglie fait connaître ses vues du gouvernement sur les principales questions soumises à la commission constitutionnelle. Il considère comme particulièrement urgente la loi électorale, soit politique, soit municipale, à cause du prochain renouvellement des conseils municipaux. Il voudrait que la même commission fût chargée d'élaborer et d'harmoniser les deux lois. Dans tous les cas, il insiste pour que la commission des Trente présente le plus promptement possible la loi électorale politique, en se réservant de présenter ensuite la loi municipale.

Quant aux conditions de l'électorat, M. de Broglie, d'accord avec la majorité de la commission pour repousser l'organisation actuelle, demande vingt-cinq ans d'âge et trois ans de domicile. Comme preuve du domicile, il ne trouve pas que le registre électoral proposé par M. Dufaure offre des garanties suffisantes, et il réclame l'inscription à l'une des quatre contributions directes. Il se prononce contre le scrutin de liste. L'établissement de deux Chambres lui paraît indispensable; mais il avoue n'avoir point encore d'idée arrêtée sur la question de la représentation des intérêts. Le principe est bon, malheureusement aucun des systèmes proposés dans la commission ne lui paraît applicable.

Telles sont, en résumé, les déclarations portées à la commission des lois constitutionnelles par le chef politique du cabinet. Malgré les lacunes qu'elles renferment, notamment sur la transmission du pouvoir exécutif, elles indiquent assez nettement la volonté du ministère de sortir de la temporisation et du *statu quo*. Il va tenter un sérieux effort dans l'ordre légal. C'est d'aujourd'hui seulement qu'il engage sérieusement la partie. Nous verrons si la droite le suivra jusqu'au bout dans l'organisation du pouvoir septennal. Mais, d'avance, on peut affirmer que, malgré la lassitude du pays et le désir universel de repos qui se manifeste, les intérêts ne seront rassurés et ne deviendront confiants que si l'on écarte toutes les équivoques, ainsi bien sur le caractère que sur la durée du pouvoir présidentiel.

LE COUP D'ÉTAT DE PAVIA.—Pendant que les républicains se lamentent sur l'attentat commis par le général Pavia contre les Cortès souveraines, il paraît qu'à Madrid on est absolument enchanté de lui.

"La satisfaction est grande, écrit-on au *Journal des Débats*, même parmi les vrais républicains amis de Castelar. Ils sont décidés à ne se mêler de rien pendant quelque temps, mais ils reparaîtront aux élections prochaines et donneront leur appui à la république unitaire, en insistant sur une décentralisation importante, pour ne pas démentir leurs titres de fédéraux."

Dans les cafés et les tavernes, le jour du coup d'État, on ne voulait pas recevoir l'argent des officiers et des soldats. Pavia a été acclamé; plusieurs rois de passage dans les rues. Les femmes du peuple ne lui ont pas ménagé les ovations, pas plus que les hommes; et je sais que les dames de Madrid se proposent de faire au général un présent pour lui exprimer leur reconnaissance; il les a délivrées, en effet, de la pire mortelle que leur inspiraient les intransigeants.

Il convient d'ajouter que, contrairement aux usages locaux, la partie de l'armée qui a dirigé le *pronunciamiento*, n'a voulu mettre à profit, ni grades, ni honneurs. Cet exemple est rare partout—et surtout en Espagne.

Rien n'a manqué ni au plan ni à l'exécution; tout a été prévu, aucun détail, pour minutieux qu'il fût, n'a été négligé, jusqu'à faire porter les canons de montagne, qui devaient être remplacés dans les régiments par les épaules des soldats, pour ne pas faire de bruit sur le pavé; jusqu'à garnir les caissons d'un certain nombre de cartouches de poudre pour effrayer ayant d'en venir à un combat sérieux.

Au dernier moment, le général n'avait oublié qu'une chose: l'occupation du télégraphe; mais, avant d'en venir aux mains, la faute était réparée. Des places si bien conçues sont toujours assurés du succès, et les intrangigeants n'ont pu trouver le défaut de la cuirasse, par une raison bien simple, c'est qu'il n'y en avait pas.

L'Élection aux Papes.

Vienne, 15 janvier.

En présence des bruits contradictoires concernant de prétendues démarches faites de concert par les gouvernements catholiques auprès du Saint-Siége, au sujet d'une nouvelle Constitution pour l'élection papale, nous croyons pouvoir affirmer qu'il n'est nullement question ici de prendre part à de pareilles démarches.

Il y a quelque temps déjà, le cabinet de Vienne a fait des représentations fort peu équivoques contre toute modification de la constitution concernant l'élection du pape jusqu'ici en vigueur au Vatican. En même temps le cabinet de Vienne a appelé l'attention du Gouvernement sur la nécessité de sauvegarder l'indépendance la plus absolue du futur conclave, afin d'éviter les troubles qui, s'il en était autrement, pourraient en résulter pour le monde catholique.

INCENDIE DE LA DISTILLERIE NOILLY.—On lit dans le *Salut public* de Lyon :

Hier soir, vers sept heures, une immense lueur d'une vivacité extrême illuminait le ciel sur la croupe de la colline de Fourvières, et semblait provenir d'un point situé fort bas, près des chantiers de la gare de Montbrison ; du pont de la Feuillée, on voyait distinctement les maisons de la rue Casimir-Périer se profiler en noir sous l'action d'un feu violent dont les constructions du quai empêchaient d'apercevoir le foyer.

C'était un immense incendie qui venait d'éclater dans la distillerie et la fabrique de liqueurs de MM. Noilly-fils et Cie, situées dans la maison qui porte le No 1, place Gerson. Le feu a pris au 5me étage et s'est communiqué aux greniers servant de séchoir pour les plantes employées à la fabrication des liqueurs.

Au premier signal, les pompes sont arrivées. Les pompiers, sous les ordres du capitaine Guillaumé, aidés des batalants et des détachements du 27me et du 105me de ligne, ont attaqué en trois points à la fois le foyer de l'incendie. La poupe à vapeur, arrivée une des premières sur le lieu du sinistre, a puissamment contribué à circonscrire le fléau. Vers neuf heures et demie, le feu était entièrement éteint.

La malveillance paraît étrangère à ce sinistre, qu'on attribue à une combustion spontanée des plantes placées dans le grenier. Les pertes s'élèvent à la somme de 50,000 fr., tant pour les marchandises que pour le bâtiment.

PAIN ÉCONOMIQUE.—On lit dans *l'Indépendance belge* :

Nous avons reproduit, d'après l'*Etoile*, la nouvelle qu'un vendeur de vin vient de trouver le moyen de faire du pain économique et de nos abonnés nous a montré, hier matin, un morceau de pain vieux de quinze jours, très-bien et pouvant, lui goûter, nous dit-il, 10 0[0 meilleur marché que le prix ordinaire. Il suffit, nous a-t-il dit, de faire bouillir le son avec une certaine quantité d'eau, pendant deux heures, de le bouilli pour en extraire le gluten et de pétrir la farine avec cette eau. Il obtient par ce moyen un pain très-beau, ayant le goût très fin et pouvant se conserver quinze jours. Le rendement de la farine est augmenté de 10 0[0.—Nous livrons le procédé aux expérimentateurs.

L'Élection des Papes.

Vienne, 15 janvier.

En présence des bruits contradictoires concernant de prétendues démarches faites de concert par les gouvernements catholiques auprès du Saint-Siége, au sujet d'une nouvelle Constitution pour l'élection papale, nous croyons pouvoir affirmer qu'il n'est nullement question ici de prendre part à de pareilles démarches.

Il y a quelque temps déjà, le cabinet de Vienne a fait des représentations fort peu équivoques contre toute modification de la constitution concernant l'élection du pape jusqu'ici en vigueur au Vatican. En même temps le cabinet de Vienne a appelé l'attention du Gouvernement sur la nécessité de sauvegarder l'indépendance la plus absolue du futur conclave, afin d'éviter les troubles qui, s'il en était autrement, pourraient en résulter pour le monde catholique.

INCENDIE DE LA DISTILLERIE NOILLY.—On lit dans le *Salut public* de Lyon :

Hier soir, vers sept heures, une immense lueur d'une vivacité extrême illuminait le ciel sur la croupe de la colline de Fourvières, et semblait provenir d'un point situé fort bas, près des chantiers de la gare de Montbrison ; du pont de la Feuillée, on voyait distinctement les maisons de la rue Casimir-Périer se profiler en noir sous l'action d'un feu violent dont les constructions du quai empêchaient d'apercevoir le foyer.

C'était un immense incendie qui venait d'éclater dans la distillerie et la fabrique de liqueurs de MM. Noilly-fils et Cie, situées dans la maison qui porte le No 1, place Gerson. Le feu a pris au 5me étage et s'est communiqué aux greniers servant de séchoir pour les plantes employées à la fabrication des liqueurs.

Au premier signal, les pompes sont arrivées. Les pompiers, sous les ordres du capitaine Guillaumé, aidés des batalants et des détachements du 27me et du 105me de ligne, ont attaqué en trois points à la fois le foyer de l'incendie. La poupe à vapeur, arrivée une des premières sur le lieu du sinistre, a puissamment contribué à circonscrire le fléau. Vers neuf heures et demie, le feu était entièrement éteint.

La malveillance paraît étrangère à ce sinistre, qu'on attribue à une combustion spontanée des plantes placées dans le grenier. Les pertes s'élèvent à la somme de 50,000 fr., tant pour les marchandises que pour le bâtiment.

PAIN ÉCONOMIQUE.—On lit dans *l'Indépendance belge* :

Nous avons reproduit, d'après l'*Etoile*, la nouvelle qu'un vendeur de vin vient de trouver le moyen de faire du pain économique et de nos abonnés nous a montré, hier matin, un morceau de pain vieux de quinze jours, très-beau